

Avec les «Kellys», les femmes de ménage espagnoles sortent de l'ombre

PAR IRENE CASADO

ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 24 MARS 2018



Une femme de ménage à Madrid en mai 2011. © Paul Hanna / Reuters

Elles sont environ 2 000 femmes dans toute l'Espagne à se battre contre la précarité de leur secteur, exacerbée par la récente réforme du code du travail. Preuve de leur succès, une « loi Kellys » est en débat au Congrès des députés. Troisième volet de notre série sur les mouvements de précaires en Europe.

Elles ont entre 45 et 55 ans. Elles passent leurs journées à préparer des chambres d'hôtel, à faire les lits, à nettoyer les salles de bains, en mettant de l'ordre pour accueillir les touristes. Le tout pour la modique somme de 2,50 euros par chambre, peu importe le niveau de luxe de l'établissement.

Beaucoup d'entre elles travaillent par le biais de sociétés de sous-traitance, ce qui les prive de leurs droits les plus fondamentaux. Elles souffrent de problèmes de tendinites, d'usure du cartilage, de douleurs lombaires, de syndrome du canal carpien, de stress ou d'anxiété. Ce sont en majorité des femmes, qui forment un groupe vital, mais invisible, au bon fonctionnement du secteur touristique en Espagne.

Depuis quatre ans, certaines d'entre elles se font appeler Las Kellys. Une référence aux initiales de l'expression « *Las que limpian los hoteles* » (« Celles qui nettoient les hôtels », en espagnol). « *Pendant longtemps nous avons été les grandes oubliées du secteur. Nous avons décidé de sortir de l'ombre car notre situation physique et mentale était insupportable* », explique Eulalia Corralero, l'une des

principales instigatrices de ce mouvement, devenu l'un des phénomènes militants les plus originaux de l'Espagne en crise.

Tout a commencé en 2014. Avec Maria Angeles, une autre femme de chambre de Lloret de Mar (province de Gérone, en Catalogne), Eulalia Corralero crée un groupe Facebook. « *Dans un premier temps, ce n'était qu'un forum de discussions, une thérapie où nous partageons nos expériences* », se souvient-elle. Aujourd'hui, plus de 10 000 femmes sont inscrites à ce collectif en ligne. Le mouvement surprend par sa diversité. Des femmes venues du Maghreb, de Pologne ou de Bulgarie y militent. Certaines d'entre elles sont en situation irrégulière sur le sol espagnol.

Dans 8 des 17 régions autonomes d'Espagne, des réunions – physiques, elles – ont également eu lieu pour réfléchir aux manières de défendre leurs droits sociaux. « *À ce jour, on peut dire que notre principal succès, c'est d'avoir réussi à perdurer. Au début, beaucoup pensaient que nous allions rapidement nous fatiguer, que nous étions seulement un groupe d'analphabètes. Ils se sont bien trompés* », se félicite-t-elle.

Las Kellys se sont fait connaître par des coups d'éclat qui ont marqué les esprits de beaucoup d'Espagnols. Peu après leur lancement, elles ont orchestré des rassemblements aux portes d'hôtels de luxe, arborant leurs tee-shirts verts aux couleurs de l'association. Elles sont apparues à la une de certains journaux, on les a vues sur des plateaux télé. Quelques-unes,

employées en sous-traitance, ont été licenciées à la suite de cette soudaine médiatisation. Depuis, beaucoup rechignent à prendre la parole en public.



Une femme de ménage à Madrid en mai 2011. © Paul Hanna / Reuters

Aujourd'hui, leur mode d'action a évolué. Elles misent désormais sur les tribunaux pour remporter des victoires. *« Pour l'instant, les juges ont donné raison à 98 % de nos plaintes »*, assure Myriam Barros, présidente de Las Kellys Verdes, jointe par Mediapart. Cette dernière n'est pas femme de chambre mais se dit très sensible à leurs combats. *« Il y a 100 000 femmes de chambre en Espagne. Deux mille d'entre elles sont inscrites dans notre association. Le problème, c'est que beaucoup ne veulent pas montrer leur visage car elles ne veulent pas finir sur une liste noire et ne plus jamais pouvoir travailler. Je me suis investie car, contrairement à elles, je n'ai rien à perdre »*, explique Myriam Barros.

Précision importante pour comprendre l'évolution de leur bataille : Las Kellys ont émergé sans le soutien des syndicats. *« Ils ont ignoré notre situation, jamais ils n'ont bougé un petit doigt pour nous aider, regrette Eulalia Corralero. Après notre succès médiatique, ces syndicats ont essayé de nous absorber, mais nous sommes plus puissantes en tant que collectif indépendant. Par réalisme, nous avons tout de même accepté de travailler avec eux, car ils connaissent les lois comme les statuts des entreprises. »*

Les négociations avec les syndicats ont divisé Las Kellys en deux collectifs : Las Kellys Verdes, constitué en 2016, et Las Kellys Confederadas. Le premier refuse toutes sortes de négociations avec les syndicats, tandis que Las Kellys Confederadas maintient une position plus ouverte. Malgré leurs différences, les deux groupes se battent pour la même

cause : mettre fin à la précarité dans le secteur, exacerbée par la crise économique de 2008 et par la réforme du code du travail en 2012.

« Un profil de battantes »

*« La plupart des membres de ce mouvement sont des femmes de plus de 50 ans qui ont connu des situations de travail stables avant la crise économique. Leurs conditions se sont ensuite dégradées jusqu'à ce que cela devienne de l'exploitation, décrit Ernest Cañada, un spécialiste des questions sociales, auteur de l'essai *Las que limpian los hoteles* (publié en 2014). Beaucoup d'entre elles ont été remplacées, notamment par des immigrées venant de République dominicaine, du Maghreb ou des ex-pays de l'Est. »*

Pour Myriam Barros, la crise économique fut *« une excuse pour nous voler nos droits en tant qu'employées »*. Pourtant, le secteur du tourisme en Espagne ne connaît pas la crise, c'est même tout le contraire : 2017 a été une année record avec 82 millions de touristes sur le sol espagnol.

Angela Muñoz, 55 ans, femme de chambre et porte-parole de Las Kellys de Madrid, a vécu de près cette dégradation. Elle nous raconte : *« Après les licenciements économiques dans beaucoup de chaînes d'hôtels, nous nous sommes retrouvées sans travail. Nous passons d'une société de sous-traitance à une autre. »*

« Nous signons un contrat de 4 heures alors qu'en réalité nous en travaillons huit. Souvent, nous travaillons à genoux, sans chariot, sans produits de nettoyage. Nous ne savons jamais quel est notre jour de repos car l'entreprise peut nous appeler à n'importe quel moment, s'il y a une réservation de chambre à la dernière minute, par exemple. » D'après elle, une femme de chambre d'un hôtel quatre étoiles doit nettoyer 400 chambres par mois, pour un salaire compris entre 800 et 900 euros.

Dans ce contexte, mettre fin à la sous-traitance est devenu l'un de leurs principaux chevaux de bataille. Preuve de l'efficacité de leur stratégie, leur revendication figure désormais à l'agenda du Congrès des députés, la chambre basse des Cortès, l'équivalent

de notre Assemblée nationale. Une « loi Kellys » est sur la table, qui veut interdire aux entreprises de faire appel à des sous-traitants pour ce qui concerne le noyau dur de leurs activités.

Le texte prône aussi des améliorations de salaires, la reconnaissance des risques du travail et des maladies professionnelles – jusqu'à présent, seul le syndrome du canal carpien est reconnu comme maladie professionnelle dans le secteur –, la possibilité d'un départ à la retraite anticipé ou encore l'obligation de fournir aux salariées leur calendrier de travail.

La commission de l'emploi et de la sécurité sociale du Congrès est censée étudier le texte ces jours-ci. Mais Alberto Rodriguez, porte-parole de Unidos Podemos dans cette commission, constate que « *le débat est paralysé, comme la plupart des activités législatives du Congrès, par les veto du gouvernement de Mariano Rajoy* ». La bataille de ces femmes pourrait-elle changer l'ordre des choses ? « *La pression de ces travailleuses semble capable de faire avancer le dossier, nous avons besoin d'un nouveau geste du Parti socialiste [PSOE], qui nous permettrait de reprendre le débat.* »

En 2016, le PSOE avait présenté un projet de loi visant à modifier un article du statut des travailleurs. Les socialistes voulaient garantir l'égalité des salaires entre les femmes de ménage employées directement par les hôtels et celles qui le sont *via* des sous-traitants. Mais le Parti populaire (droite, au pouvoir) et Ciudadanos (droite, opposition) avaient bloqué le texte. À présent, les revendications des Kellys vont plus loin : elles veulent bloquer le recours à la sous-traitance pour le noyau dur de l'activité des entreprises. Elles comptent sur le soutien de Unidos Podemos (69 députés sur 350), mais le PSOE pourrait les suivre, dans les semaines à venir.

Quel bilan tirer à ce jour du mouvement ? Au-delà des discussions politiques en cours, l'un des succès les plus éclatants remonte à février 2018, avec la

décision du tribunal supérieur de justice de Catalogne. Une femme de chambre avait contesté en 2013 son licenciement par une grande chaîne hôtelière. La décision de justice n'a pas seulement déclaré nul son licenciement : dans ce cas précis, elle a aussi qualifié d'illégal le recours à la sous-traitance. « *Après quatre ans de lutte, le juge a estimé nécessaire que les législateurs mettent en place des limites, en d'autres termes, que la seule solution est la modification de la loi* », se félicite Eulalia Garcia, avocate de Las Kellys Verdes.

Dans leur bataille, Las Kellys sont attentives à tisser des liens avec d'autres causes et d'autres collectifs. Elles jugent par exemple que la précarité au travail est liée au fait d'être une femme. Pour l'avocate du collectif, les chefs d'entreprise abusent des femmes qui, à leurs yeux, « *ont un profil de femmes soumises qui n'auraient pas la force de lutter* ». C'est l'inverse qui s'est produit. « *Las Kellys ont montré un profil de battantes. Ce sont des femmes qui réclament leurs droits. C'est l'exemple parfait de la revendication sociale d'un collectif qui, jusque-là, était complètement invisible.* »

Dénoncer la « féminisation de la pauvreté » figure dans l'ADN du collectif. « *Sans doute notre situation a-t-elle empiré du fait que nous sommes des femmes. Nous nous retrouvons face à la discrimination dans la distribution des rôles en fonction du genre, de la classe sociale ou de nos origines.* » Et Angela Muñoz poursuit, à l'adresse de ceux qui en douteraient encore : « *Les femmes doivent laisser tomber la peur. Comme je le dis toujours, tout se réglera avec une simple grève de deux jours. Sans femmes de chambre dans les hôtels, il n'y aura pas de chambres propres, et sans chambres entretenues, il n'y aura plus de clients.* »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.